

# **GE\_GERICHTE JTAPI/435/2024 vom 22. März 2024**

GE Cour de justice, 2024-03-22, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_JTAPI\\_435\\_2024](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_JTAPI_435_2024)

FR: GE\_GERICHTE JTAPI/435/2024 du 22 mars 2024

IT: GE\_GERICHTE JTAPI/435/2024 del 22 marzo 2024

## **Erwägungen**

### **E. 1**

Le Tribunal administratif de première instance connaît des demandes de prolongation des mesures d'éloignement prononcées par le commissaire de police (art. 11 al. 2 de la loi sur les violences domestiques du 16 septembre 2005 - LVD - F 1 30), sur lesquelles il est tenu de statuer avant l'échéance de la mesure, avec un pouvoir d'examen s'étendant à l'opportunité (art. 11 al. 3 LVD).

### **E. 2**

Déposée en temps utile et dans les formes prescrites devant la juridiction compétente, la demande de prolongation est recevable au sens de l'art. 11 al. 2 LVD.

### **E. 3**

La LVD a pour but de contribuer à la protection de la personnalité dans le cadre familial et domestique en soutenant et en renforçant les efforts de lutte contre les violences domestiques (art. 1 al. 1 LVD).

Par « violences domestiques », la loi désigne une situation dans laquelle une personne exerce des violences physiques, psychiques, sexuelles ou économiques sur une autre personne avec laquelle elle est liée par un rapport familial, conjugal, de partenariat ou d'union libre, existant ou rompu (art. 2 al. 1 LVD).

Par « personnes concernées par les violences domestiques », la loi vise notamment les victimes et les auteurs de violences domestiques, les proches de ces personnes ainsi que les professionnels du domaine (art. 2 al. 2 LVD). Selon l'art. 8 al. 1 LVD, la police peut prononcer une mesure d'éloignement à l'encontre de l'auteur présumé d'actes de violence domestique, si la mesure paraît propre à empêcher la réitération de tels actes.

- 5/7 - A/1530/2024

Selon l'art. 8 al. 2 LVD, une mesure d'éloignement consiste à interdire à l'auteur présumé de a) pénétrer dans un secteur ou dans des lieux déterminés ; b) contacter ou approcher une ou plusieurs personnes.

La mesure d'éloignement est prononcée pour une durée de dix jours au moins et de trente jours au plus (art. 8 al. 3 LVD).

Elle peut être prolongée pour trente jours au plus. Depuis le prononcé initial de la mesure, sa durée totale ne peut excéder nonante jours (art. 11 al. 2 LVD).

En vertu de l'art. 12 LVD, la mesure d'éloignement est assortie de la menace des peines prévues à l'art. 292 du Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP - RS 311.0), qui prévoit que « celui qui ne se sera pas conformé à une décision à lui signifiée, sous la menace de la

peine prévue au présent article, par une autorité ou un fonctionnaire compétents sera puni d'une amende ».

Il ressort des travaux préparatoires relatifs à la révision de la LVD en 2010, que la volonté clairement exprimée par le législateur était de simplifier la loi, de manière à en favoriser une application plus régulière et effective. Dans ce sens, le nouvel art. 8 al. 1 LVD ne vise plus une mesure qui serait nécessaire pour écarter un danger relatif à des actes de violences domestiques, mais qui doit être simplement propre à empêcher la réitération de tels actes. En revanche, la loi continue à poser pour condition l'existence d'une présomption que des actes de violences domestiques ont été commis auparavant (rapport de la commission judiciaire et de la police chargée d'étudier le PL 10582, p. 11). Ainsi que cela résulte des principes rappelés ci-dessus, les violences à l'origine de la mesure d'éloignement n'ont pas à être prouvées. Il suffit que l'on puisse présumer, sur la base de l'ensemble des circonstances, qu'elles ont eu lieu. La LVD est ainsi faite pour protéger la personne dont il paraît plausible qu'elle a été victime de telles violences, et constitue ainsi un cadre essentiellement préventif. Elle diffère sur ce point d'une procédure pénale, dont l'issue emporte des conséquences beaucoup plus sévères pour l'auteur, et qui est parallèlement soumise à des exigences de preuve plus strictes. En l'espèce, les violences verbales et physiques exercées par M. B\_\_\_\_\_ à l'encontre de Mme A\_\_\_\_\_ sont indéniables. Elles ont été corroborées par des témoins suite au conflit qui s'est déroulé le 21 mars 2024 au parc des Bastions et partiellement admises par M. B\_\_\_\_\_ lui-même. Par ailleurs, les déclarations de Mme A\_\_\_\_\_ concernant les faits survenus depuis la dernière prolongation de la mesure accordée par le tribunal apparaissent crédibles, notamment vu le caractère de M. B\_\_\_\_\_ et ses agissements antérieurs. Elles sont également corroborées par son état psychique actuel. Même si les écrits déposés en cause ne sont pas datés, ils démontrent également que M. B\_\_\_\_\_ se rend au domicile de Mme A\_\_\_\_\_ et qu'elle ne lui ouvre pas sa porte. Par son comportement, M. B\_\_\_\_\_ démontre qu'il ne respecte nullement les interdictions portées à son encontre et qu'il n'a

- 6/7 - A/1530/2024 aucunement l'intention de le faire. Le risque de réitération de violences à l'égard de Mme A\_\_\_\_\_ est très élevé.

#### **E. 4**

Dans ces conditions, il y a fort à craindre qu'au cas où il reviendrait au domicile de Mme A\_\_\_\_\_ ou qu'il soit autorisé à la contacter, il la soumettrait à nouveau à diverses formes de violence.

#### **E. 5**

Par conséquent, la demande de prolongation sera admise et la mesure d'éloignement prolongée pour une durée de trente jours, soit jusqu'au 9 juin 2024 à 17 h 00.

#### **E. 6**

Il ne sera pas perçu d'émolument (art. 87 al. 1 LPA).

#### **E. 7**

Un éventuel recours déposé contre le présent jugement n'aura pas d'effet suspensif (cf. rapport du 1er juin 2010 de la Commission judiciaire et de la police du Grand Conseil chargée d'étudier le projet de loi 10582-A du Conseil d'État modifiant la LVD, in MGC 2009-2010/IX A, D. Examen de détail, ad art. 11 al. 1 LVD).

- 7/7 - A/1530/2024

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.